

Guerre en Ukraine

Large soutien citoyen à l'action de l'Union européenne

• Introduction

La Commission européenne et le Parlement européen ont rendu publics ces dernières semaines les résultats de deux enquêtes Eurobaromètre réalisées sur le terrain au printemps². Ils donnent l'occasion de faire le point sur les attitudes générales des citoyens de 27 États membres à l'égard de l'Union européenne, et d'apprécier leurs réactions à la guerre menée par la Russie en Ukraine, quelques mois après son déclenchement.

I. Attitudes générales à l'égard de l'UE : opinions favorables en hausse

I APPARTENANCE À L'UE

L'enquête du Parlement comporte une question classique, posée depuis des décennies par les institutions communautaires, où les personnes interrogées doivent dire si elles considèrent ou non comme une bonne chose le fait pour leur pays de faire partie de l'UE (les questions qui suivent, incluses dans cette enquête, avaient aussi déjà été posées antérieurement)

Au printemps 2022, **65%** optent pour la réponse « **une bonne chose** », contre 8% « **une mauvaise chose** » (26% « **une chose ni bonne ni mauvaise** », 1% ne répondant pas) : hausse de 3 points depuis la mesure précédente effectuée à l'automne 2021, et qui amène cet indicateur à son **niveau le plus haut depuis trois décennies**.

Le degré d'accord exprimé avec l'appartenance à l'UE est extrêmement élevé au Luxembourg, en Irlande, au Portugal et en Lituanie (80% ou plus), très élevé aussi dans les trois pays nordiques, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, à Malte, en Estonie et en Pologne (plus de 70%). Il est en revanche le moins haut dans six pays où il se situe entre 40% et 50% (même s'il y dépasse largement le pourcentage de désaccords, qui n'est supérieur à 20% que dans un seul d'entre eux) : la Grèce, l'Italie, l'Autriche, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie (nombreux dans ces pays étant ceux qui ne prennent pas position dans un sens ou dans l'autre).

DÉMOCRATIE ET
CITOYENNETÉ

DÉCRYPTAGE
JUILLET 2022

#opinionspubliques
#ukraine

Daniel Debomy
Conseiller à
l'Institut Jacques
Delors, Directeur
d'OPTEM

*En collaboration
avec*

Boriana Dimitrova
Fondatrice et
Directrice générale
Alpha Research,
Sofia¹



I IMAGE DE L'UE

L'image de l'UE est également **en hausse** de trois points depuis l'automne dernier : **positive pour 52%, négative pour 12%**. Les plus en pointe dans ce jugement sont les Irlandais et les Portugais (plus de 70%), suivis des Luxembourgeois, des Suédois, des Lituanais, des Polonais et des Danois (60% et plus). Les moins favorables sont les Grecs (32% contre 27%), les Slovaques (33% contre 18%) et les Autrichiens (38% contre 22%).

I OPTIMISME OU PESSIMISME POUR LE FUTUR DE L'UE

Dans l'UE à 27, **62%** des citoyens, contre 34%, **se déclarent optimistes** – proportions pratiquement inchangées depuis six mois (moins un point d'opinions favorables).

Les plus confiants incluent les Irlandais et les Danois (à plus de 80%), puis les Polonais, les Maltais, les autres Nordiques, les Lituanais, les Néerlandais et les Luxembourgeois. Inversement les Grecs sont moins optimistes que pessimistes (41% contre 56%) ainsi que les Chypriotes, et l'optimisme n'est que de peu majoritaire en Bulgarie, en Slovaquie et en Hongrie (dans tous ces pays il a d'ailleurs régressé, légèrement ou plus nettement, en six mois).

I DIRECTION DES CHOSES DANS L'UE

Pour autant, interrogés sur la direction que prennent actuellement les choses dans l'UE, les citoyens européens ne sont **que 43% à considérer que les choses vont dans la bonne direction, contre 40% : dissociation déjà observée dans les années passées entre une foi très majoritaire dans l'avenir à plus ou moins long terme et des réserves notables sur des orientations à plus court terme. On note cependant une nette évolution favorable** (de huit points) depuis l'automne dernier.

Dans treize États membres les optimistes à cet égard sont plus nombreux que les pessimistes, les scores les plus élevés étant observés en Irlande et à Malte (plus de 60%), puis au Portugal, en Lettonie, au Danemark, en Lituanie, en Suède, etc. Dans sept d'entre eux, c'est la situation inverse qui prévaut :

nettement en Grèce, à Chypre, en Espagne, et en Croatie ; de manière moins accentuée en Autriche, en Italie et en France. Dans les autres pays, positif et négatif s'équilibrent peu ou prou.

D'une vague d'enquête à l'autre, on relève que les visions ne se sont détériorées (de quelques points) que dans deux pays (l'Italie et la Croatie), alors qu'elles se sont au contraire particulièrement améliorées en Lettonie, en Estonie, en Suède, aux Pays-Bas, au Portugal, à Malte, en France et en République tchèque.

La même question, posée sur l'orientation des choses au plan national, donne des résultats dans l'ensemble plus défavorables : globalement 37% « dans la bonne direction » contre 49%. L'inverse n'est vrai qu'au Luxembourg, à Malte et (de peu) au Danemark, en Finlande, en Allemagne et en Autriche – quelques autres pays ayant des réponses partagées entre positif et négatif.

II • La guerre en Ukraine et ses implications : une claire perception des enjeux

I IMPORTANCE PERÇUE DE LA GUERRE AU VOISINAGE DE L'UE ET DE LA MENACE QUE FAIT PESER L'INVASION DE L'UKRAINE

La première de ces deux questions (posées dans l'enquête de la Commission) entraîne des réponses très convergentes : c'est **un défi important pour la sécurité de l'UE pour plus de 90%** des interviewés dans la plupart des pays, et pour une proportion peu inférieure dans les autres. 65% le jugent très important, quelques pays se situant toutefois sensiblement en dessous de cette moyenne (moins de 60% en Roumanie, en France, en Italie, en Croatie, et curieusement aussi en Estonie).

Dans la seconde on demandait plus explicitement dans quelle mesure l'invasion de l'Ukraine est **une menace pour la sécurité de l'UE**. Globalement, **84%** des Européens la perçoivent comme telle, le degré d'accord variant de 70% à plus de 90% (les pourcentages relativement les moins élevés étant ceux de la Bulgarie, de la Grèce, de Chypre, de l'Autriche et de l'Estonie).

I SENTIMENT QUE LA VIE CONTINUERA, OU NON, INCHANGÉE PAR LA GUERRE EN UKRAINE

Seuls **37% se déclarent confiants** (dans l'enquête du Parlement) **dans la poursuite sans changement de leur vie, 61% étant d'avis inverse.** Les résultats montrent ici des écarts très grands d'un pays à l'autre : majorité absolue de confiance chez les Danois et les Irlandais, scores relativement équilibrés en Italie et à Malte, mais minoritaires partout ailleurs. Ces minorités sont assez importantes en Suède, Finlande, Allemagne, Luxembourg, Portugal et Roumanie ; au contraire, ceux qui anticipent le plus fortement des conséquences pour leur vie sont les Grecs, les Chypriotes, les Slovaques et les Tchèques (à 80% ou plus), suivis des citoyens des trois États baltes et des Bulgares (plus de 70%).

I IMPLICATIONS PERÇUES SUR LE NIVEAU DE VIE

Dans une autre question posée par le Parlement, **40% des citoyens estiment que leur niveau de vie a déjà été affecté** par la guerre en Ukraine et s'attendent à ce que cela se poursuive dans l'année à venir ; **47%** disent ne pas avoir encore été affectés mais **pensent qu'ils le seront ; seuls 11% croient à une absence d'impact** sur leur niveau de vie et leur pouvoir d'achat.

Parmi ces derniers, on relève l'optimisme d'une minorité plus grande qu'ailleurs au Danemark, en Suède, en Finlande et aux Pays-Bas (entre 25% et 30%). A l'inverse, ceux qui disent le plus avoir été déjà touchés sont, de loin, les Bulgares (62%) suivis des Chypriotes, des Portugais et des Maltais (55% ou plus), puis des Grecs, des Espagnols, des Slovaques et des Roumains (plus de 45%).

III • L'image de la Russie : un rejet très massif

L'enquête du Parlement montre que **85% des citoyens européens, au printemps 2022, ont une vision négative de la Russie** (contre 10% seulement une vision positive) – 23% de plus qu'à l'automne 2018 où une question similaire avait été posée.

Le négatif l'emporte partout à de fortes majorités absolues, sauf dans un État membre : la Bulgarie. Dans ce pays, une majorité relative positive se fait encore jour, à 49% contre 43% – malgré une chute de 28 points depuis la mesure de 2018. On note aussi dans quelques autres pays une minorité non négligeable d'expressions favorables à la Russie : la Grèce (25%) et plus encore Chypre (36%) (peut-être y a-t-il là aussi une proximité culturelle orthodoxe, plus pour Chypre, l'impact d'intérêts économiques russes dans le pays) – puis (taux allant de 16% à 20%) la Lettonie et l'Estonie (qui comptent des minorités russophones importantes), la Slovaquie, la Slovénie (pays slaves), la Hongrie et la Roumanie.

En parallèle, la même question, posée pour **les États-Unis, donne 58% d'interviewés qui en ont une idée positive**, contre 36% : gain de 13 points par rapport à la mesure de 2018. Les plus américanophiles y apparaissent comme incluant les Polonais (à 90%), les Lituanais (81%), puis les Danois, les Finlandais et les Portugais (entre 70% et 73%). En revanche, une défiance nettement majoritaire s'exprime en Grèce, à Chypre, en Bulgarie, en Slovaquie et en Slovénie (avec une sensible dégradation depuis 2018, sauf dans le dernier de ces pays). Enfin, positif et négatif sont au même niveau en Italie, au Luxembourg et en Autriche.

Bien que les questions posées ne fassent pas explicitement référence à la guerre en Ukraine, la forte dégradation d'une image déjà médiocre amène au constat que la Russie est bien identifiée comme étant l'agresseur par une grande majorité des citoyens de l'Union – même s'il existe des « poches » substantielles de défiance envers les États-Unis, susceptibles de leur imputer une part de responsabilité (cause vraisemblable de la baisse de leur image dans certains pays).

IV • Des opinions largement positives sur l'action de l'UE face au conflit en Ukraine

Cela ressort clairement des résultats de l'enquête de la Commission.

Approbation globalement majoritaire, quoique variable selon les pays, de la réaction de l'UE à l'invasion russe de l'Ukraine

59% des citoyens européens, contre 34%, se disent dans l'ensemble **satisfaits** de la réponse apportée par l'UE.

Ce score est le plus élevé dans les trois pays nordiques ainsi qu'au Portugal (80%), en Irlande, en Pologne, à Malte et aux Pays-Bas (plus de 70%). Il est le plus faible dans certains des États membres où les attitudes générales à l'égard de l'Union sont les moins favorables : 44% (contre 52%) en Grèce, 44% (contre 46%) en Slovaquie, 45% (contre 45%) en Bulgarie, 48% (contre 44%) à Chypre, mais aussi en Estonie (42% contre 46%) – alors que la satisfaction est nettement majoritaire dans les deux autres États baltes.

La même question posée à propos de la réaction nationale à l'invasion russe donne dans beaucoup d'États membres des résultats assez proches de ceux qui concernent l'action de l'UE : 57% dans l'ensemble. Les citoyens des États baltes s'en distinguent en approuvant nettement plus l'action de leur pays, ainsi d'ailleurs que les Finlandais, particulièrement sensibles aussi à la proximité de la Russie. L'inverse est vrai dans plusieurs États membres, dont notamment la Bulgarie (approbation de 11 points plus élevée de l'action de l'UE), la Roumanie (14 points), l'Allemagne (10 points) ou les Pays-Bas (8 points). L'interprétation qu'on peut donner de ces écarts n'est sans doute pas univoque : un score moins élevé concernant l'action européenne peut provenir d'une insuffisante vigueur perçue de son action, plutôt que du contraire (hypothèse concernant certains des pays le plus directement exposés).

I OPPOSITION À L'INVASION RUSSE ET VALEURS EUROPÉENNES

L'idée qu'en s'y opposant l'UE défend les valeurs européennes est partagée par 81% (contre 13%) des personnes interrogées dans l'enquête de la Commission. Elle est partout majoritaire, quoique moins fortement en Bulgarie (53% contre 34%), et aussi en Slovaquie, en Slovénie, à Chypre, en Grèce et en Autriche (approbation quand même de deux tiers environ des interviewés, contre un quart).

I ACCORD AVEC DIFFÉRENTES MESURES DÉCIDÉES PAR L'UE

L'imposition de **sanctions économiques** au gouvernement, aux entreprises et aux particuliers russes est **approuvée à 80%** (contre 15%). Ce taux est partout très élevé (70% ou plus), sauf à Chypre et en Slovaquie où il est plus modéré (54% et 57% respectivement), et surtout en Bulgarie où les « pour » et les « contre » (44% contre 42%) s'équilibrent.

L'interdiction de diffusion dans l'UE de médias d'État russes est approuvée à 70%. Là aussi, les Chypriotes (42% d'accord contre 52%) et plus encore les Bulgares (33% contre 50%) se différencient de l'opinion majoritaire ; et l'approbation des Slovaques (49% contre 38%) comme celle des Grecs (49% contre 45%) est plus modérée qu'ailleurs.

Le financement et la livraison d'équipements militaires à l'Ukraine est l'objet de 70% d'accords. Particulièrement en pointe à ce sujet on trouve les trois pays nordiques, la Pologne, l'Irlande et le Portugal (à plus de 90%) ; les trois États baltes ont également des scores supérieurs à la moyenne, ainsi que les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne et Malte. Y rechignent en revanche les Bulgares (très fortement : 30% d'approbation contre 62%), les Slovaques (42% contre 52%) et les Chypriotes (45% contre 48%) ; et l'accord des Grecs est mesuré (50% contre 45%) comme celui des Autrichiens (54% contre 42%).

L'aide humanitaire aux personnes affectées par la guerre et l'accueil dans l'UE de ceux qui la fuient sont approuvés dans de très fortes proportions (93% et 91%) – seule-

ment légèrement moins dans quelques pays (dont Bulgarie, Slovaquie, Autriche, qui se montraient déjà plus ou moins réticents aux mesures précédentes).

V • Propension à accepter des effets négatifs des sanctions européennes : des positions contrastées

Dans l'enquête du Parlement, les interviewés étaient appelés à prendre position, sur une échelle de 1 à 6, entre **deux opinions opposées** : que la **défense de nos valeurs communes européennes telles que la liberté et la démocratie doit être la priorité même si cela affecte les prix et le coût de la vie, ou l'idée inverse** que la priorité doit être le maintien des prix et du coût de la vie même si cela affecte la défense de ces valeurs. **59%** souscrivent plutôt à la **première opinion** (en donnant des notes de 1 à 3), **39%** à la **seconde** (notes de 4 à 6).

Les plus en pointe sur la défense des valeurs sont les citoyens des trois pays nordiques et des Pays-Bas (de l'ordre de 80% voire davantage), suivis des Tchèques (66%), des Allemands et des Belges (65%) – pour la plupart des pays européens parmi les plus prospères. Les moins enclins à choisir la première proposition sont les Bulgares (28% contre 70%), avec les Hongrois (32% contre 67%), les Maltais (32% contre 63%) et les Roumains (35% contre 62%). En Grèce, à Chypre, en Croatie et en Autriche, les partisans des deux propositions sont en nombres sensiblement égaux (et au Portugal, la première ne l'emporte que de quelques points sur la seconde).

Dans cette enquête, on demandait plus précisément aux interviewés dans quelle mesure ils sont **prêts à affronter certaines conséquences possibles des actions de l'UE** :

- **Une augmentation des prix de l'énergie : 40% s'y déclarent prêts, 58% non.** Les plus déterminés à cet égard sont les Nordiques (85% au Danemark, 79% en Suède, 70% en Finlande) et les Néerlandais (73%), suivis des Luxembourgeois (57%) : ce sont les seuls à s'exprimer majoritairement dans ce sens. Les Allemands sont partagés presque à égalité entre les deux positions ; et

des minorités relativement nombreuses (autour de 40%) se trouvent dans les États baltes, en Pologne, en République tchèque, en Slovénie, en France et en Belgique. Les moins disposés sont les Bulgares (9%, contre 88%), les Grecs et les Chypriotes (11%), les Slovaques (17%), puis les Croates (21%) et les Portugais (24%).

- **Une augmentation des prix alimentaires : les résultats sont d'une nature similaire** et avec des scores du même ordre (39% contre 59% globalement), avec les citoyens des mêmes cinq pays se disant majoritairement prêts à subir une telle conséquence, et les mêmes six pays les plus caractéristiques de la position inverse – auxquels on peut ajouter ici la Roumanie et Malte (propensions ne dépassant dans aucun 25%, et seulement d'environ 10% en Bulgarie, en Grèce et à Chypre).

VI • Une forte adhésion au renforcement de la coopération européenne à l'avenir

Plusieurs questions de l'enquête de la Commission abordent ce sujet.

Les États membres devraient-ils **agir ensemble pour défendre le territoire de l'UE ? Il y a unanimité presque parfaite** à cet égard : oui à 93% en moyenne (dont 66% tout à fait), contre 5% - les scores dans les différents pays allant de 84% à 97%.

Devrait-il y avoir **action commune pour affronter la crise des réfugiés** en Europe ? **Accord à 92%** contre 6%, aucun score national n'étant inférieur à 83%.

La **coopération en matière de défense** au niveau de l'UE devrait-elle être **renforcée** ? **Accord très large** là aussi, à **85%** contre 10% en moyenne – nulle part en-dessous de 70% (les oppositions n'atteignant ou ne dépassant 15% qu'en Slovénie (22%), en Slovaquie (20%), en Roumanie, en Autriche et au Danemark (16%) et en Bulgarie (15%).

Devrait-on **augmenter les dépenses de défense** dans l'UE ? **73% y souscrivent** (dont 36% tout à fait), contre 20%. Les pourcentages les plus élevés d'approbation de cette proposition sont enregistrés en Pologne

(95%), au Portugal (90%), puis en Hongrie, en Irlande, en Lituanie, aux Pays-Bas (plus de 80%), etc. La Bulgarie (54% d'accord contre 29%) figure parmi les pays où les réserves sont les plus nombreuses avec la Slovaquie

(54% contre 20%), puis la Grèce (61% contre 34%), la Slovaquie (62% contre 29%) et l'Autriche (62% contre 29%) ; elles y sont toutefois clairement minoritaires.

ENCADRÉ . La singularité bulgare

La Bulgarie se différencie des autres États membres en étant le seul où une majorité relative de citoyens (49% contre 42%) conserve une image positive de la Russie (malgré une chute considérable – ils étaient 77% à la fin de 2018).

Les Bulgares, bien que favorables, à des majorités nettes (inférieures toutefois à la moyenne communautaire), à une politique étrangère commune, à une politique commune de défense, au renforcement de la coopération européenne en la matière, et percevant bien l'invasion de l'Ukraine comme un défi important et une menace pour la sécurité de l'UE, sont cependant parmi ceux qui sont partagés dans leur appréciation de la réaction de l'UE à l'invasion russe.

Presque aussi fréquente est l'expression de désaccords que d'accords avec les sanctions économiques de l'UE ; l'approbation des mesures prises à l'encontre des médias d'État russes est minoritaire (il y a là l'opposition de milieux russophiles, mais aussi chez des libéraux de gauche le refus de principe d'une censure qu'on a trop connue naguère à l'époque communiste) ; et plus nettement encore la fourniture d'armes à l'Ukraine est objet d'un rejet tout à fait majoritaire.

Parmi les facteurs qui contribuent à cet état de choses figurent à coup sûr la parenté slave, la proximité linguistique et culturelle (admiration pour « le pays de Dostoïevsky et de Tchaïkovsky », qui ne se confond pas avec Poutine³...), une tradition orthodoxe commune, ou encore le souvenir du rôle joué autrefois par la Russie dans la fin de la domination ottomane.

Mais à ces éléments traditionnels s'ajoute le poids d'intérêts russes en Bulgarie – intérêts qui dépassent le champ économique et s'emploient à influencer sur l'opinion ; en organisant de la désinformation via les « réseaux sociaux », en mobilisant des groupes russophiles, ils contribuent à faire croire à une partie notable de la population que cette guerre est une guerre menée contre la Russie par les États-Unis, dont l'Ukraine serait un instrument sacrifié sans vergogne. Ce faisant, ils s'appuient sur une certaine défiance préexistante envers les États-Unis, en la renforçant : 40% d'image positive, en baisse de 20 points depuis 2018 en même temps que celle de la Russie chutait de 28 points (contre 53 % négatives).

Enfin, il convient de prendre en compte l'importance majeure de facteurs économiques, à commencer par la très forte dépendance énergétique de la Russie qui rend le pays particulièrement exposé à de possibles contre-sanctions, et la situation fragile de nombreux citoyens dont le niveau de prospérité reste très éloigné de celui des États membres de l'Ouest : les Bulgares sont, de loin, ceux des Européens qui considèrent le plus être déjà affectés sur ce plan, et parmi ceux qui sont le moins prêts à affronter hausses de prix et baisse du niveau de vie.

Tels sont les éléments du contexte dans lequel s'inscrivent actuellement les attitudes générales des Bulgares à l'égard de l'UE : favorables, nettement plus que défavorables, mais modérément et avec une certaine distance : majorité relative de 47% jugeant l'appartenance à l'UE comme une bonne chose (en légère baisse de deux points en six mois), contre 15%, avec plus d'un tiers de citoyens qui ne prennent pas position.

L'Union européenne devrait-elle **réduire** aussi vite que possible **sa dépendance aux sources d'énergie russes** ? **87% expriment leur accord** ; les scores relativement les moins élevés – tout à fait majoritaires toutefois – sont ceux des Bulgares (61% contre 25%), des Slovaques (63% contre 31%), puis des Chypriotes (68% contre 21%).

Par ailleurs, **75%** se déclarent **en faveur d'une politique étrangère commune** des États membres de l'UE, 17% n'étant pas d'accord (et 8% ne prenant pas position) ; cela marque une progression de 4 points par rapport à la dernière mesure de cet indicateur effectuée pendant l'hiver 2022. Les plus favorables (au-dessus de 80%) sont ici les Espagnols, puis les Litvaniens, les Chypriotes, les Allemands, les Polonais et les Grecs. Les moins ardents (quoique majoritairement favorables) sont les Danois (54% contre 38%), les Autrichiens (59% contre 34%), les Slovaques (57% contre 27%) et les Bulgares (58% contre 27%).

Appelés à se prononcer de même sur la proposition d'une **politique commune de défense et de sécurité** entre les États membres de l'UE, les citoyens s'y montrent très largement **ouverts**, à **81%** contre 6% dans l'ensemble. Le degré d'approbation dépasse 85% en Lituanie, à Chypre, en Pologne, en Allemagne, en Espagne et au Luxembourg ; il n'est inférieur (de peu) à 70% qu'au Danemark, en Suède, en Autriche (avec un peu plus d'un quart d'opposants), en Slovaquie et en Bulgarie (un opposant sur cinq personnes).

Enfin, sur un autre plan, en ce qui concerne la perspective d'**accélérer les efforts pour permettre à de nouveaux pays de rejoindre l'UE** (question posée dans l'enquête du Parlement), les réponses sont beaucoup plus **contrastées**. **58%** des citoyens européens interrogés y sont **en faveur** (mais seulement 16% tout à fait), **contre 36%**. Les plus favorables incluent les Polonais (à 80%), les Irlandais, les Litvaniens, les Espagnols, les Croates (tous à plus de 70%), puis les Portugais, les Lettons, les Suédois et les Maltais (autour de 65%). Inversement, les partisans d'une telle accélération sont minoritaires aux Pays-Bas (46% contre 52%), en Autriche (45% contre 50%), en Slovénie (44% contre 51%) et surtout en Slovaquie (36% contre

55%). Dans quatre autres États membres partisans et opposants sont en nombres sensiblement égaux : la France, le Luxembourg, la République tchèque et la Bulgarie.

• Conclusion

Dans ces enquêtes, réalisées sur le terrain de mi-avril à mi-mai 2022 – c'est-à-dire entre deux et trois mois après le début du conflit en Ukraine – **l'action de l'Union européenne en réponse à l'invasion russe est l'objet d'une large approbation, en même temps que la faveur plus générale à l'égard de l'UE en est confortée** ; et rien ne permet de penser que cette situation ait changé substantiellement depuis lors.

Les citoyens ont clairement conscience de l'importance du défi et de la menace que cela représente pour la sécurité de l'UE. Cela contribue à la quasi-unanimité avec laquelle la légitimité de l'UE à défendre le territoire de l'Union est reconnue, et à la nécessité perçue de renforcer les efforts et la coopération en matière de défense et d'avancer vers une politique étrangère et une politique de défense communes, tout en réduisant les facteurs de dépendance vis-à-vis de la Russie.

Pour autant, il convient de ne pas négliger les réserves qui peuvent s'exprimer dans quelques pays à l'égard de mesures prises par l'UE. Si la Bulgarie est le seul État membre où l'image de la Russie n'est pas majoritairement négative (malgré une baisse récente considérable), il en est d'autres où des « poches » substantielles de sympathie pro-russe et d'opposition à certaines de ces mesures existent : pays où, comme en Bulgarie quoique à un moindre degré, peut jouer un sentiment de parenté slave ou orthodoxe ; pays où la défiance vis-à-vis des États-Unis peut conduire des personnes à leur imputer, et aux pays occidentaux plus largement, une part plus ou moins grande de responsabilité en minimisant celle de la Russie ; surtout peut-être pays souffrant de faiblesse et de fragilité économique, aux conditions de vie difficiles pour nombre de citoyens, qui peuvent difficilement envisager de supporter des restrictions provenant de « contre-sanctions » russes ; ou pays (en partie les mêmes) dans lesquels

existent des frustrations devant les écarts de développement entre États membres ou un ressentiment devant des mesures naguère « imposées » par l'UE.

Si, la lassitude gagnant devant un conflit qui s'éternise, ces « poches » se développaient,

elles pourraient conduire à fragiliser le consensus remarquable observé jusqu'à présent entre les États membres de l'Union : il importe d'y veiller. ●

● Notes

- 1 Partenaire de l'institut OPTEM dans le réseau European Qualitative Network
- 2 Eurobaromètre spécial EB SP 526 de la Commission et Eurobaromètre 97.3 du Parlement : enquêtes réalisées à la même période (19 avril- 16 mai) et dans les mêmes conditions méthodologiques (interviews face à face)
- 3 Opinions positives sur Poutine : 55% contre 20% en juin 2021 ; 32% contre 48% en février 2022 ; 25% contre 61%, en avril 2022 (données d'enquêtes d'Alpha Research en Bulgarie)

Directeur de la publication : Sébastien Maillard •
La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source •
Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Édition : Anne-Julia Manaranche • © Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu

